

Loi anti-inflation

Il est vrai que notre attaque contre l'inflation n'est pas simple, c'est une affaire complexe. C'est une solution complexe à un problème complexe. Il est certain que nous refusons l'attitude simple et peut-être même simpliste préconisée par l'opposition à ce sujet. Ces contrôles conservateurs s'appliqueraient aux salaires du travailleur. Les prix sont déjà montés très hauts et les contrôles ne les feront pas redescendre. Si l'on bloque des prix élevés, ils restent néanmoins élevés, mais si l'on bloque les salaires, ils restent faibles.

Et, au cours de la campagne électorale qui a suivi, madame le président, les collègues du cabinet de ce premier ministre devaient le suivre dans la série de déclarations qui vont maintenant passer à l'histoire politique de notre pays comme étant les déclarations les plus irresponsables et les plus hypocrites qui aient jamais été formulées au Canada.

● (1720)

Le 11 juin 1974, il y avait une grande assemblée dans la circonscription de Saint-Hyacinthe. L'assemblée se tenait à Marieville, et il y avait là 60 personnes dans la cour, dans la salle de l'école de Marieville, pour entendre l'ancien ministre des Communications. La plupart étaient les organisateurs et les chefs de bureaux de scrutin pour la campagne, dans Marieville. Ces gens-là ont entendu le ministre des Communications leur dire ceci:

L'inflation c'est essentiellement un problème international et que voulez-vous...

Ils doivent encore entendre la voix de l'ancien ministre des Communications...

... et que voulez-vous on ne peut rien sur le prix des oranges et des bananes.

Madame le président, la pelure de banane attendait le successeur du ministre dans la circonscription de Hochelaga. On s'en est aperçu mardi dernier. Et puis je résiste mal à vous signaler la grande déclaration du parrain des libéraux fédéraux du Québec, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde), car lui aussi vient de recevoir une gifle retentissante dans Hochelaga, et je ne parle pas des remonces qu'il a reçues de ses collègues à l'intérieur du caucus. Ses collègues étaient très étonnés de constater que le chef des libéraux du Québec avait utilisé tout son temps au Nouveau-Brunswick et avait ainsi oublié Hochelaga. Mais cela c'est une autre question.

Alors lui, il disait: Les conservateurs progressistes, eux, veulent faire payer les petits, le salarié, l'agriculteur, la petite entreprise, les conservateurs progressistes sont irresponsables quand ils parlent de limiter les dépenses gouvernementales. Mais oui, nos dépenses sont fortes, mais elles sont nécessaires, et il n'est pas question de couper là-dedans.

Madame le président, je vous rappelle ces choses parce que la mémoire de l'homme est courte. Il n'en est pas de même de la mémoire de la femme. Et comme la mémoire de l'homme est courte, il faut rappeler à nos amis de l'opposition ces déclarations antérieures. Il faut surtout qu'ils puissent nous expliquer de quelle façon ils en sont venus à ce virage absolument unique dans l'histoire politique.

Il y a une chose qui est claire. C'est qu'en 1974, les libéraux ont recherché un mandat de la population. Ils ont demandé à la population de les élire, de leur donner un gouvernement majoritaire, en les assurant qu'ils étaient opposés à toute forme de contrôle.

Subséquentement, en Chambre, ces mêmes partisans se sont fait fort de répondre au chef de l'opposition (M. Stanfield) et à mes collègues: La population vous a rejetés et la population a rejeté les contrôles.

Eh bien, madame le président, aujourd'hui, je dis au gouvernement: Avant de vous lancer dans une campagne

publicitaire à coup de millions pour faire avaler par la population du Canada les mesures que maintenant vous préconisez et que vous aviez rejetées, avant de faire cela, ayez donc l'intégrité et l'honnêteté requises pour dire à cette même population: Nous nous sommes trompés, nous avons fait erreur, nous vous avons menti, nous avons obtenu de vous un mandat sous de fausses représentations, et après être allé chercher un mandat sous de fausses représentations, aujourd'hui nous avons la conscience de revenir devant vous.

Le gouvernement n'a pas d'autres solutions et je les défie de revenir devant le peuple à qui vous avez menti. Qu'il demande au peuple de lui donner un vrai mandat, qu'il lui dise une fois pour toutes la vérité, au lieu d'agir comme des cyniques et des machiavéliques. Qu'il ait le courage de déclencher des élections et, dans un mois, à peine, ils reviendront ici en sachant qu'ils ont un mandat explicite pour imposer leurs contrôles, ou ils ne reviendront pas, parce que l'électorat les aura mis à leur place.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais il doit certainement savoir qu'il doit s'adresser à la présidence et non aux ministériels.

M. Wagner: Je vous remercie, madame le président, et je me demande même comment j'aurais pu vous oublier...

Une voix: Je m'en excuse!

M. Wagner: Je m'en excuse. Alors, comme les élections vont peut-être être déclenchées ce soir, peut-être que je devrais abrégé mon discours, mais, madame le président, je les entends rire. Les élections, ce n'est pas pour demain. Ils vont s'agripper au pouvoir pendant trois ans encore. Ils vont continuer à induire la population en erreur. Ils vont rester en poste sous de fausses représentations. Ils vont se complaire dans ce ridicule, dans cette performance que la population du pays a su reconnaître et, dans les circonstances, comme il n'y a rien à faire avec eux, je vais continuer à leur parler quand même. Madame le président, je voudrais...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. L'honorable député a fait allusion au pouvoir sous de fausses représentations. Je suis persuadée que l'honorable député a dépassé sa pensée et qu'il ne veut pas dire cela.

M. Wagner: Non, madame le président, je voulais simplement signaler que lorsqu'un parti politique cherche à obtenir un mandat d'une population, il doit le faire d'une façon honnête. Et quand il change d'idée en cours de route, il doit également avoir assez d'intégrité pour revenir devant le peuple.

[Traduction]

Madame l'Orateur, plus le temps passe, plus il est clair que le gouvernement attend d'avoir à prendre des mesures spéciales et que c'est devenu un vrai principe d'action. Les mesures économiques qui nous sont présentées dans le bill C-73 indiquent, comme je l'ai mentionné il y a quelques instants, que ce qui était jugé inacceptable l'année dernière, le mois dernier et même la semaine dernière, paraît aujourd'hui la seule réponse valable, du moins si l'on prend au sérieux la politique actuelle du gouvernement. A mon sens, l'efficacité du programme dépend en grande partie de la bonne volonté des Canadiens et, en définitive, de la confiance qu'ils peuvent avoir dans ce programme et dans le gouvernement qui l'a présenté.

Je parlais il y a quelques instants de l'incroyable volte-face du gouvernement en matière de politique économique